

6 Société et Culture

Santé/A l'issue AG du Syméfoga à Libreville

Arrêt de l'utilisation des feuilles de soins de la CNAMGS

R.H.A

Libreville/Gabon

C'est la menace brandie par le Syndicat des médecins fonctionnaires du Gabon (Syméfoga) au sortir d'une assemblée générale tenue jeudi dernier à Libreville.

LE Syndicat des médecins fonctionnaires du Gabon (Syméfoga) a tenu une assemblée générale jeudi dernier au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHL). Une rencontre au cours de laquelle les médecins ont décidé de l'"Arrêt de l'utilisation des feuilles de soins et bons d'examen Cnamgs à compter du mardi 10 juillet 2018 sur l'ensemble du territoire jusqu'au règlement intégral de sa dette" vis-à-vis des hôpitaux publics. Ils en donnent les raisons à travers leur porte-parole, Dr Adrien Mougoumou : "Après de



Les médecins fonctionnaires menacent de ne pas recevoir les détenteurs de la carte Cnamgs dans les hôpitaux publics.

nombreuses interpellations sur cette question aux conséquences gravissimes à la fois pour les patients, pour le personnel et les équipements, nous constatons avec une vive amertume, l'absence de réponse conséquente de la part de la Cnamgs et donc du gouvernement". Par ailleurs, c'est pourquoi, les médecins fonction-

naires brandissent également la menace d'une "grève générale illimitée en cas de baisse de salaire". Mais aussi d'un "arrêt de travail de quinze jours en cas de mise sous bons de caisse, juste un an après la dernière mise sous bons de caisse dont les résultats ne sont toujours pas communiqués". Les médecins fonction-

naires et autres personnels de Santé ont, à cette occasion, soulevé la question des mesures d'austérité gouvernementales annoncées récemment. Ils ont, à l'unanimité, décliné leur responsabilité quant aux causes de cette situation dont ils n'entendent nullement assumer les conséquences.

Gabon-France/ Projet d'appui au secteur santé phase 2
Une mission de suivi-évaluation de l'AFD à Libreville

Echange de documents entre le coordinateur du projet, Gaston Biyogo Bi Ndong (g) et le recteur de l'université des sciences de la santé, Pr Jean-Bruno Boguikouma.



Le chef de la mission de l'AFD, Nicolas Le Guen, pose avec les partenaires gabonais.

LBON

Libreville/ Gabon

LA convention de financement liant l'État gabonais à l'Agence française de développement (AFD), signée le 22 mars 2016 dans le cadre du projet d'appui au secteur santé phase (PASS 2), est en cours d'exécution depuis bientôt un an. En vue d'en savoir plus sur son évolution, une mission de suivi-évaluation de l'AFD vient de séjourner dans la capitale gabonaise. Dans son agenda, la délégation conduite par le chef de projet de Paris, Nicolas Le Guen, a entrepris un certain nombre d'activités,

notamment des séances de travail avec l'unité de gestion du projet, le maître d'ouvrage, l'Agence nationale des grands travaux d'infrastructures (ANGTI), la signature de convention et la rencontre avec les autorités gouvernementales. Le PASS 2, dont le montant s'élève à cinquante millions d'euros (près de 33 milliards de francs), a pour objet de financer le programme national de développement sanitaire (PNDS), en contribuant à l'amélioration de la prise en charge des soins au niveau périphérique. Quatre provinces, Ogooué-Ivindo, Woleu-Ntem, Ngounié et Haut-Ogooué sont concernées.

Au cours de son séjour, la

délégation de l'AFD a assisté à la signature de convention entre l'unité de gestion du projet, représentée par son coordinateur national, Gaston Biyoghe Bi Ndong, et l'Université des sciences de la santé (USS) que représentait son recteur, Pr Jean-Bruno Boguikouma. Par celle-ci, l'AFD s'engage à financer la formation en santé en vue d'améliorer la qualité des soins.

A travers cette convention avec l'Université des sciences de la santé dont le montant est de deux cent onze millions de francs, l'AFD s'engage à financer "des activités liées à l'accompagnement de l'USS en vue de consolider la mise en œuvre du système Licence-

Master-Doctorat (LMD)". Au terme de sa mission, M. Le Guen est allé en faire la restitution au ministre d'État en charge de la Santé, Denise Mekam'ne Edzidzie, qui a réitéré les assurances du gouvernement gabonais à tout mettre en œuvre pour la réussite du projet dont la phase active est sur le point d'être enclenchée. Pour rappel, le PASS 2 est constitué de deux composantes. La première concerne la construction et la réhabilitation de 27 structures sanitaires à l'intérieur du pays, tandis que la seconde est le développement et l'optimisation dans la formation des ressources humaines en santé.

Piéton

Panneau de signalisation en otage au PK12



Il y a longtemps que ce panneau de signalisation situé au rond-point du PK12 ne joue plus son rôle, pris en otage qu'il est par les commerçants. Lesquels s'en servent même comme support pour leur activité. Ainsi, d'aucuns l'utilisent pour accrocher leurs marchandises de manière à les rendre plus visibles. Un panneau de signalisation voilé est un message caché aux automobilistes. Souvent dans ce cas, le pire est vite arrivé. Qu'en pensent donc les responsables de la sécurité routière ?

La fosse aux bouteilles plastiques



Un énorme cratère consécutif à la dégradation de la voie continue de prendre de l'ampleur au niveau du petit carrefour en face du camp de la Fopi. Pour le moment, ce trou béant sert de cimetière aux bouteilles en plastique jetées par les populations et charriées par les eaux de pluie. Si rien n'est fait d'ici là, ce sont les automobilistes et autres usagers de la voie qui pourraient un jour se retrouver au fond de ce trou qui augmente chaque jour qui passe.

Quel incivisme



Le spectacle des ordures qui jonchent le sol à quelques pas d'une poubelle, l'Université Omar Bongo (UOB) en connaît aussi. Des actes d'un incivisme notoire qui donne à réfléchir sur le type de citoyens en formation dans le "Temple du savoir". Mais que dire des autres cas, nombreux, qu'on observe à travers la capitale ?

Par SNN